

Compétition, coopération, mobilité, start-up : comment soutenir le continuum Esri dans l'UE (Hcéres)

News Tank Éducation & Recherche -
Paris - Actualité n°245581 - Publié le 22/03/2022 à 16:43

Imprimé par Xavier Teissedre - abonné #13929 - le 25/03/2022 à 09:26



Anna Panagopoulou, Maria Leptin, Manuel Tunon de Lara et Chan Basaruddin -

« En changeant la mentalité autour des chercheurs et de l'évaluation de la recherche, mais aussi en promouvant de nouvelles opportunités de carrière, pour les acteurs dans les universités, nous serons en mesure d'apporter ce (Commission européenne) que nous voulons : un leadership mondial et que nos universités excellent dans le monde entier. »

C'est ce que déclare Anna Panagopoulou, directrice de l'EER (Espace Européen de la Recherche) et de l'innovation à la DGRI (Direction générale de la recherche et de l'innovation) de la Commission Européenne, au cours d'une table-ronde consacrée au « continuum formation-recherche-innovation-insertion professionnelle ? », lors de la conférence « L'évaluation, étape indispensable vers l'espace européen de l'enseignement supérieur et de la recherche », organisée par le Hcéres (Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur) dans le cadre de la PFUE (Présidence française de l'Union européenne), le 16/03/2022.

« Je crois en la diversité (...) Avoir différentes façons de faire les choses permet d'explorer. Mais le manque de comparabilité des structures de carrière dans certains de nos pays et l'impossibilité de passer facilement d'un pays à l'autre à cause des régimes de retraite, à cause de la non-reconnaissance des diplômes, n'est pas bon. C'est là que nous devons nous unifier », estime [Maria Leptin](#), présidente de l'ERC (European Research Council).

« Je ne suis pas sûr du concept de continuum, mais les universités, de manière indéfectible, portent cette association entre formation et recherche, qui est la première valeur ajoutée. C'est la substance du doctorat, de plus en plus l'essence du master, et aujourd'hui dans le premier cycle. Cela crée un environnement propice à l'innovation et donne le talent pour l'insertion professionnelle », déclare [Manuel Tunon de Lara](#), président de [France Universités](#).

Pour Chan Basaruddin, vice-président de l'INQAAHE (International network for quality assurance agencies in higher

education), « l'Esri (Enseignement supérieur, recherche et innovation) est une question globale, holistique, donc l'inclusion, la mobilité font partie des attributs de la bonne pratique. Chaque pays devrait mettre cela en œuvre ».

« Quatre messages clés » aux universités européennes (Anna Panagopoulou)

Anna Panagopoulou, directrice de l'Espace européen de la recherche et de l'innovation à la Commission Européenne, liste « quatre messages clés » concernant « les défis et les opportunités » des années à venir pour les universités européennes :

Un rôle essentiel dans les diplômes scientifiques

Premièrement, « *les universités jouent un rôle essentiel dans les diplômes scientifiques. Elles peuvent aider à construire des ponts et à promouvoir les valeurs et principes fondamentaux sur la manière dont nous pouvons mettre en œuvre la recherche et l'innovation (...)* ».

Nous parlons de liberté académique, d'autonomie institutionnelle, d'éducation ouverte et de la science ouverte dans leur essence. Notre principe directeur est aussi 'ouvert que possible, aussi fermé que nécessaire'. Il doit être suivi dans les relations de R&I, y compris avec les partenaires mondiaux ».

Être un « catalyseur » pour « sauver nos sociétés et nos économies »

Deuxièmement, il s'agit de savoir « *quel sera le rôle que les universités pourront jouer dans le monde après la pandémie, et comment nous serons en mesure de sauver nos sociétés et nos économies résilientes.* ».

Ainsi, nous avons besoin d'un nouveau rôle pour les universités et la stratégie [européenne] pour les universités [publiée en janvier 2022] a présenté des actions concrètes sur la façon dont les universités pourraient être un catalyseur ».

Réformer le système d'évaluation de la recherche

Troisièmement, « *nos universités ont besoin d'attirer les talents, de les retenir, mais aussi de créer des carrières universitaires flexibles et attrayantes.* ».

Mais il faut surtout réformer le système d'évaluation de la recherche de manière à ce que les universités, les chercheurs et les organismes de recherche puissent répondre aux nouveaux besoins.

La réforme de l'évaluation est donc un effort global. Nous ne pouvons pas le faire de manière isolée. Et les universités sont des acteurs qui seront en mesure de le faire ».

Rester compétitives

Enfin, « *les universités européennes doivent rester compétitives sur la scène mondiale, et c'est une réalité après le Brexit et dans l'environnement compétitif que nous avons aujourd'hui* ».

« Nous ne pouvons pas relever les défis hors d'une association européenne » (Manuel Tunon de Lara)

Selon Manuel Tunon de Lara, président de France Universités, « les universités françaises s'inscrivent dans les universités européennes, ce qui prend chaque jour plus de sens. Les orientations proposées par l'EUA (European University Association) sur l'avenir des universités en 2030 ont montré l'attachement aux valeurs fondamentales qui sont aujourd'hui remises en question. Il est très difficile de discuter de formation, d'ESR (Equipements structurants pour la recherche) et d'éducation, sans évoquer ce qui se passe en Europe. Les objectifs des universités étaient réellement celles à la fois des valeurs de la démocratie, de l'ouverture, des défis de la société dans leur entièreté. »

Selon lui, « les universités se sont beaucoup transformées dans leur organisation, sont devenues multidisciplinaires, de grandes universités de recherche. Elles se sont différenciées, avec aussi des plus petites universités avec un ancrage fort dans leur région, où elles jouent un rôle essentiel. Quelle autre structure permet d'avoir la convergence de la jeunesse, de l'enseignement supérieur, de la recherche, de créer de l'innovation, de porter l'ouverture sur l'international et l'Europe ? »

« Les universités se sont appropriées et ont, peut-être de façon inattendue, ouvert des perspectives avec les alliances européennes, qui ont été une bonne surprise pour la France et l'Europe. Elles portent des coopérations qui relèvent l'ensemble des défis. Aujourd'hui, nous ne pouvons pas relever les défis hors d'une association européenne, sur le plan de la science mais aussi des grands défis sociétaux », ajoute-t-il.

Recherche : « Pour réussir, nous devons à la fois être compétitifs et interagir au niveau mondial » (Maria Leptin)

Interrogée sur la nécessité d'une compétition internationale, Maria Leptin, présidente de l'ERC (European Research Council), répond : « il

est dans la nature de la recherche d'être compétitive. Si vous faites de la recherche, vous voulez découvrir quelque-chose que les autres ne savent pas encore, sinon ce n'est pas de la recherche. Et vous voulez être le premier, sinon vous ne découvrirez rien ».

Selon elle, « nous devons tout faire pour que nos chercheurs en Europe soient compétitifs. Nous devons donc leur offrir un bon environnement dans lequel travailler. Nous devons les financer. Nous devons leur donner la liberté de faire ce qu'ils veulent, que ce soit se déplacer, dire ce qu'ils pensent ou autre chose ».

Cependant, « la recherche est également collaborative, et elle dépend des interactions avec les autres. Et cela, bien sûr, ne peut se limiter à l'Europe. Nous devons donc collaborer avec des chercheurs d'autres pays », ajoute-elle. Ainsi, « pour réussir, nous devons à la fois être compétitifs et interagir au niveau mondial », résume-t-elle.

Pour Anna Panapogoulou, « bien sûr, nous devons toujours nous comparer. Mais ce qui importe encore plus, c'est d'assurer une forte collaboration entre les universités au niveau européen et les États membres, afin d'accroître notre compétitivité et notre excellence. Je pense donc que c'est par là que nous devons commencer. Et bien sûr, ensuite, dans un système d'évaluation global, nous devons être capables de nous mesurer aux autres ».

Compétition interne : « Mettre les équipes en compétition réelle n'est pas la bonne stratégie » (Manuel Tunon de Lara)

Questionné sur les risques d'une compétition entre les chercheurs au sein d'un même établissement, Manuel Tunon de Lara indique : « À l'intérieur des établissements, il y a une émulation des chercheurs, mais la structuration de la recherche, ce sont des équipes. Mettre les équipes en compétition réelle n'est pas la bonne stratégie ».

Selon lui, « il y a deux types de compétition :

- la compétition scientifique, qui est assez naturelle, saine, lorsqu'il s'agit d'aller plus loin dans la recherche, il faut l'organiser ;
- la compétition au financement, avec la question de la part des financements sur projets, et la nécessité pour de nombreux chercheurs d'un environnement qui permette simplement de faire de la recherche ».

Il se dit ainsi « assez favorable au concept de l'excellence distribué, malgré les discussions sur le concept. Il existe aujourd'hui en France des niches d'excellence dans des universités de petite taille avec des écosystèmes qui résistent très bien et attirent les talents, et qui se retrouvent dans des alliances européennes thématiques. Elles sont effectivement difficiles à comparer avec les universités multidisciplinaires reconnues dans le monde entier. Il ne faut pas mettre les différents types d'établissements sur le même niveau, mais il faut reconnaître chacun d'entre eux. »

« Soutenir les organisations qui sont en retard » (Anna Panapogoulou)

De son côté, Anna Panapogoulou estime que « sans concurrence, nous ne serons pas en mesure d'obtenir les meilleurs résultats et d'être compétitifs dans la sphère internationale pour fournir les nouvelles technologies que nous attendons ».

« Nous sommes en compétition pour les meilleurs étudiants », qui eux-mêmes « veulent les meilleures notes », reconnaît Maria Leptin, indiquant que cette compétition est encouragée, avec notamment des prix. « Cette concurrence est donc profondément ancrée dans la recherche et l'éducation. Nous ne pouvons pas la faire disparaître et cela ne fonctionnerait pas », ajoute-t-elle.

Cependant, la compétition « ne devrait pas être liée à l'avarice » et « ne devrait pas être l'objectif en soi. La concurrence est toujours là pour servir un objectif et atteindre quelque chose de bien », affirme-t-elle

Anna Panapogoulou indique que la Commission européenne essaie également à travers son programme de recherche et d'innovation « de mettre en place des mesures qui vont tout d'abord soutenir les organisations, les institutions qui sont en retard, qui n'ont pas les mêmes opportunités de recevoir le financement ».

« Il faut reconnaître que certaines universités ont des difficultés », complète Chan Basaruddin, estimant qu'« il doit y avoir des façons d'intervenir pour accompagner les plus petits et encourager les plus forts à avancer. Nous devons ainsi avoir une démarche différenciée des politiques publiques. Le financement concurrentiel est courant pour soutenir la recherche, mais il doit y avoir une place pour ceux qui démarrent juste ».

Mobilité des chercheurs : « accueillir des étrangers est positif pour la culture de recherche d'un pays » (Maria Leptin)

Interrogée sur la mobilité des chercheurs, Maria Leptin rappelle que la Commission européenne a « de nombreux programmes (Erasmus, Marie Curie, etc.) qui encouragent le mouvement ». Selon elle, « rester dans un seul pays rétrécit l'esprit, même si la recherche et l'éducation dans ce pays sont excellentes. C'est une richesse pour nous, en Europe, que d'avoir ces nombreuses cultures de recherche et contre-cultures différentes. Je suis donc une fervente partisane de la mobilité ».

Elle pointe que « les subventions de l'ERC (European Research Council) sont réparties de manière inégale », la plupart allant « aux pays qui accueillent vraiment les étrangers, ce qui inclut par exemple l'Angleterre et la Suisse » ; mais aussi que « les chercheurs étrangers de ces pays sont fortement surreprésentés parmi les candidats retenus », ce qui démontre selon elle qu'« accueillir des étrangers est positif pour la culture de recherche d'un pays ».

« Il est très important que la politique nationale soit une politique d'accueil » (Manuel Tunon de Lara)

Manuel Tunon de Lara confirme que « le besoin de mobilité, de collaboration internationale, est naturel dans la recherche. Un chercheur va naturellement aller vers les équipes dans d'autres pays. Il est donc très important que la politique nationale soit une politique d'accueil, avec une dimension financière et d'infrastructure ».

Concernant « la compétition avec l'Asie et les États-Unis, il faut nous demander quel est le niveau de financement de la recherche et de l'enseignement supérieur en Europe. Comment en France nous créons les conditions de cet accueil, ce qui est essentiel dans la mobilité. Un chercheur ira dans l'endroit qui lui facilitera les conditions de sa recherche », indique-t-il.

Selon Anna Panapogoulou, la [CE \(Commission européenne\)](#) essaie aussi de « créer un nouveau cadre européen pour les carrières dans la recherche qui permette aux chercheurs non seulement d'avoir de meilleures chances de mobilité et de carrière, mais aussi de reconnaître leur travail et de les aider à avoir plus de chances eux-mêmes en tant que chercheurs de participer à la compétition au niveau international, de financer la recherche et de mettre en œuvre cette recherche ».

« L'Europe est un bon exemple d'un écosystème favorable »

Pour Chan Basaruddin, vice-président de l'[INQAAHE \(International network for quality assurance agencies in higher education\)](#), « vu de l'extérieur, nous voyons que l'Europe est un bon exemple d'un écosystème favorable, avec toutes les composantes nécessaires :

- le processus de Bologne qui crée l'espace de l'enseignement supérieur,
- mais aussi les critères et références européennes avec notamment le registre européen d'assurance qualité.
- À cela s'ajoute piliers de développement de l'[Esri \(Enseignement supérieur, recherche et innovation\)](#) en harmonie à travers l'Europe : l'[EUA \(European University Association\)](#), l'engagement très important des étudiants, et l'[Enqa \(European Association for Quality Assurance in Higher Education\)](#) qui relie toutes ces démarches ».

Il estime également que « la question de la mobilité est très importante », tant « pour la recherche, car ce sont des thématiques qui vont au-delà des frontières » que pour l'enseignement supérieur qui « ne peut se développer en étant isolé dans notre propre pays, nous devons tenir compte de toutes les ressources à l'échelle mondiale ».

Start-up : « Une plus grande audace et une plus grande capacité à prendre des risques en Europe » (Maria Leptin)

Interrogée sur la manière dont l'[UE \(Union européenne\)](#) pourrait générer des capacités d'employabilité pour créer des PME et potentiellement des licornes, Maria Leptin indique : « Nous constatons déjà une plus grande audace et une plus grande capacité à prendre des risques en Europe, et je souhaite que cela continue », citant l'entreprise d'IA [DeepMind](#).

Anna Panapogoulou pointe que « la Commission européenne a donné une réponse très claire dans le cadre du programme Horizon Europe en mettant sous son troisième pilier 10 Md€ sur l'innovation, le soutien aux [PME \(Petites et moyennes entreprises\)](#), y compris aux start-up dans l'innovation de rupture ».

Cependant, elle estime que « le financement et les instruments que nous mettons en place pour établir un écosystème d'innovation fort en Europe où les start-up pourraient fleurir, où les capitaux à risque pourraient être attirés et où nous pourrions créer les licornes européenne » ne sont « pas suffisant ».

« Malgré le fait que nous ayons d'excellents résultats de recherche et que nous soyons capables de développer de nouveaux modèles avec des technologies, nous ne sommes pas capables de les mettre à l'échelle et nous ne sommes pas capables de les mettre sur le marché », poursuit-elle, prenant l'exemple du vaccin [BioNTech](#) « créé dans les laboratoires de l'UE et passé à l'échelle par une société américaine ».

« Nous devons en faire plus au niveau politique » (Anna Panapogoulou)

Selon elle, « nous devons en faire plus au niveau politique » pour :

- « attirer davantage d'investissements privés vers les instruments que nous avons déjà mis en place »,
- « alléger les goulots d'étranglement réglementaires que nous avons en Europe et permettre aux entreprises de se développer »,
- « disposer d'un écosystème d'innovation efficace »
- « attirer les talents en Europe » en leur offrant l'opportunité de « travailler dans les scale-up ou de créer les scale-up » ;
- et « fournir l'environnement pour qu'ils ne perdent pas, en s'engageant dans ces scale-up, leur carrière à l'avenir ».

De son côté, Manuel Tunon de Lara rappelle que « les universités jouent un rôle important dans l'innovation en créant les conditions de la réussite. Ce sont la formation par la recherche, l'esprit critique, l'entrepreneuriat, les relations nouvelles avec les entreprises, l'étincelle que

nous pouvons donner dans les laboratoires. Les récents travaux de l'EUA sur l'innovation en Europe montrent comment l'université peut créer ces conditions de l'innovation sans avoir un objectif pour l'université de créer une licorne, cela n'a pas de sens. »

Deux points de fuite : une évaluation « avec la plus grande honnêteté » et « la question des financements et des moyens » (Thierry Coulhon)

En conclusion de la table-ronde, Thierry Coulhon, président du Hcéres, observe : « *Lorsque nous parlons d'Europe, il existe une espèce d'ambivalence entre un pôle géopolitique qui doit s'affermir, se situer par rapport aux deux autres pôles et travailler à son attractivité, et de l'autre côté un pôle qui se caractérise par une conception de l'ouverture et une certaine idée du bien commun, avec un équilibre entre l'État et la société.* ».

Il identifie « deux points de fuite :

- *pour les agences d'évaluation, le fait que pour décrire, faire évoluer, rendre attractif un tel paysage, nous devons le regarder avec la plus grande honnêteté possible et essayer de voir où sont ses forces et ses faibles ;*
- *et plus globalement, la question des financements et des moyens ».*

Selon lui, « *les deux sont un peu liés, car si nous voulons convaincre le politique, l'État, la société, de financer suffisamment l'Esri, nous avons peut-être intérêt à montrer que nous savons nous évaluer correctement.* ».



Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (Hcéres)

Le Hcéres est administré par un collège composé de 30 membres nommés par décret pour une durée de 4 ans. Son président, nommé parmi les membres, le dirige. « Il définit les mesures propres à garantir la qualité, la transparence et la publicité des procédures d'évaluation ».

Catégorie : Etablissement public

Entité(s) affiliée(s) : [Office français de l'intégrité scientifique \(Ofis\)](#)

Adresse du siège

2 rue Albert Einstein
75013 Paris France

Général

Date de création	2013
Statut	Autorité administrative indépendante
Implantations, dont siège	Paris 13 ^e (siège)

Missions et objectifs

- Evaluer les établissements d'enseignement supérieur et leurs regroupements, les organismes de recherche, les fondations de coopération scientifique et l'Agence nationale de la recherche.
- S'assurer de la qualité des évaluations conduites par d'autres instances.
- Evaluer les unités de recherche à la demande de l'établissement dont elles relèvent.
- En l'absence de validation des procédures d'évaluation ou en l'absence de décision de l'établissement dont relèvent ces unités de recourir à une autre instance ou, le cas échéant, valider les procédures d'évaluation des unités de recherche par d'autres instances.

Membres

30

Présidence

Président : Thierry Coulhon (depuis le 01/11/2020)

Chiffres clés

Personnels

230 scientifiques et administratifs

Fiche n° 1935, créée le 05/05/2014 à 12:26 - Màj le 04/09/2020 à 17:17

© News Tank Éducation & Recherche - 2022 - Code de la propriété intellectuelle : « La contrefaçon (...) est punie de trois ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende. Est (...) un délit de contrefaçon toute reproduction, représentation ou diffusion, par quelque moyen que ce soit, d'une oeuvre de l'esprit en violation des droits de l'auteur. »